

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

2	5	8	2				0	0	4	7	0	0	4	4	0
Id COSI						N° CHORUS									

### ACTE D'ENGAGEMENT

### MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2123-1 ET SUIVANTS  
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Projet n° 28RN24

### Maître de l'ouvrage/Acheteur

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

### Objet du marché

Accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande pour l'exécution de travaux de remise en peinture des pylônes FH sur les sites de la Réunion (974) et Mayotte (976) du Ministère des Armées

Lot n°1 – La Réunion

## **ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT**

(page à remplir uniquement en cas de contractant unique)

Je soussigné,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

**A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :**

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

.....

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

**OU**

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....

..... Adresse de

l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet n°28RN24** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

Nous soussigné(e)s,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

.....  
Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....

..... Adresse de  
l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

L'entreprise

agissant en tant que

- mandataire solidaire du groupement conjoint ☐
- mandataire du groupement solidaire ☐

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés ayant donné pouvoir au mandataire.

**ET**

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

.....  
Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....	Adresse	de
l'établissement exécutant les prestations (si différente) :		
.....		
.....		
Téléphone : .....		
Adresse e-mail : .....		
N° SIRET : .....		
N° du code d'activité économique principale (APE) : .....		

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **Projet n°28RN24** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, nous nous engageons sur la base de l'offre du groupement sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre du groupement ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

## **ARTICLE 2 – PRIX**

### **2.1 – Rémunération des prestations de travaux**

Les prestations de travaux du marché, font l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins, par application de quantités aux prix unitaires énumérés au bordereau de prix, rendu contractuel à l'occasion de la signature du marché.

### **2.2 – Montant du marché**

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur qui est fixé à 2 000 000 € HT sur les quatre (4) années d'exécution.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le montant des commandes émises au titre du marché est susceptible de varier pour chacune des périodes de validité du marché.

Le bon de commande fixe le montant correspondant de la rémunération de l'entreprise à partir du bordereau de prix unitaires du présent accord cadre.

### **2-3. Montant sous-traité désigné au marché**

La nature et le montant des prestations sous-traitées relatif à chaque commande seront précisées dans un acte spécial (DC4) annexé à chaque bon de commande.

### **2-4. Créance présentée en nantissement ou cession**

Le nantissement éventuel de chaque commande par le titulaire, et ses éventuels sous-traitants, se fera dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 – DELAIS**

### **3.1 – Durée totale de validité et durée initiale du marché**

La durée initiale de l'accord-cadre est de douze (12) mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois, à sa date anniversaire, pour une durée de douze mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par l'acheteur et notifiée au titulaire au plus tard un (1) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre (4) ans.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du CCP, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, il n'a droit à aucune indemnité.

La personne habilitée à représenter l'acheteur se réserve la possibilité de notifier avant le terme de l'accord-cadre des commandes dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder trois mois par rapport à la date de fin de l'accord-cadre.

### **3.2 – Délais d'exécution des bons de commande**

Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date indiquée dans le bon de commande considéré.

## **ARTICLE 4 - PAIEMENTS**

Les modalités du règlement des prestations de l'accord-cadre sont spécifiées à l'article 4.2.2 du CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4.3 du C.C.A.P.

Les montants sont basés sur les conditions économiques du « mois zéro » défini à l'article 4.3.2 du CCAP.

Le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

## **ARTICLE 5 - AVANCE**

Sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, **(cocher la case correspondante)**

l'opérateur économique désigné ci-après :

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique

ou

les opérateurs économiques désignés ci-après \*:

☐ refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique

*\* En cas de groupement, lister tous les opérateurs refusant le bénéfice de l'avance. A défaut d'avoir expressément refusé le bénéfice de cette avance, celle-ci leur sera versée automatiquement, sur la base de la répartition des paiements jointe au présent acte d'engagement.*

## **ARTICLE 6 – RESPONSABLES PHYSIQUES DE LA VERIFICATION ET DE LA SIGNATURE DES ACTES DE SOUS-TRAITANCE**

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion, la vérification et la signature de ses actes pour le titulaire est :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

En cas d'absence du responsable, sa suppléance est assurée par :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

<b>Signature de l'acte d'engagement par l'opérateur économique</b>
Fait en un seul original,  A....., le.....
<b>Acceptation de l'offre par l'acheteur</b>
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement. A ....., le.....
<b>Notification du marché à l'attributaire</b>
<b>Hypothèse 1- Remise du marché en main propre</b> Reçu notification du marché, le : ..... A....., le..... <div style="text-align: right;"><i>Cachet et signature</i></div>
<b>Hypothèse 2- Notification postale</b> Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé par le titulaire destinataire le .....
<b>Hypothèse 3- Notification dématérialisée</b>

**ANNEXE N° 1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS**

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V. A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			